

Direction du patrimoine bâti

OBJET ***Crématoire de Saint-Georges - Rénovation des
installations techniques et de l'enveloppe du bâtiment
13, chemin de la Bâtie - Genève***

Mandat d'architecte

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

« M 264 TI »

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- Document B1 (agrafé et non relié)
 - Attestations demandées
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat.
- Schéma explicatif, plans généraux par niveaux, coupes et façades.
- Rapport « Concept énergétique » rédigé par le bureau Energy Management SA.
- Rapport de protection incendie rédigé par le bureau SRG Engineering - Scherler SA.
- Etude historique du Crématoire de Saint-Georges datée de juillet 2019.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève consultable sur le site www.ville-ge.ch
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, Directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA) sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour le projet :

**Crématoire de Saint-Georges
Rénovation des installations techniques et de l'enveloppe du bâtiment
13, chemin de la Bâtie - Genève**

Type de mandataire recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'université de Genève, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Direction du patrimoine bâti - DPBA
Rue du Stand 25, 5^{ème} étage - 1204 Genève
tél : +41 (0)22 418 21 50 e-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Le présent appel d'offres a pour but de choisir un mandataire pouvant être en mesure de reprendre le dossier en l'état interrompu à la phase SIA 4.32 Projet de l'ouvrage, et de le mener jusqu'à sa réalisation.

Les mandataires spécialisés, ingénieurs génie civil et ingénieurs CVSE poursuivent leurs mandats :

1. Ingénieur civil : Bureau EDMS SA
2. Ingénieur chauffage, ventilation, sanitaire : Bureau Energy Management SA
3. Ingénieur électricité & sécurité : Bureau SRG Engineering - Scherler SA
4. Ingénieur spécialiste fours : Bureau CSD Ingénieurs SA
5. Acousticien : Décibel Acoustique SA

Le mandat comprend partiellement la phase SIA 4.32 Projet de l'ouvrage (12% sur 21%) et s'étend jusqu'à la fin de la phase SIA 4.53 Mise en service, achèvement.

Pour la phase partielle du projet de l'ouvrage, il est attendu qu'une réflexion soit menée par les mandataires sur les points indiqués ci-dessous.

En remettant son offre, le candidat accepte explicitement de réaliser ce mandat sur la base du projet interrompu.

2.2.2 Descriptif

Préambule

Le crématoire de Saint-Georges concentre de nombreuses et importantes installations techniques qui permettent d'assurer ses diverses activités, en particulier le chauffage et la ventilation des locaux, le traitement frigorifique des corps et de l'air, la crémation ainsi que le traitement des fumées.

La quasi-totalité des installations et des réseaux de distribution est d'origine (1974), elle n'est pas conforme aux normes actuelles et présente un état de vétusté important. Les risques de rupture d'exploitation sont, de ce fait, nombreux.

Les services municipaux sont confrontés à la nécessité de devoir remplacer de plus en plus fréquemment des composants ou installations défectueux. Ce cas s'est déjà présenté pour plusieurs équipements frigorifiques et de ventilation, tels que les compresseurs et les ventilateurs de condenseurs, ainsi que pour la chaudière qui a dû être remplacée en urgence en 2020.

La crise du COVID-19 a mis à l'épreuve les installations techniques du crématoire de Saint-Georges, en démontrant à la fois son caractère essentiel et son état de fragilité. En effet, afin de pouvoir exercer sa triste fonction de manière fiable et discrète, un fonctionnement technique infaillible en arrière-plan est non seulement indispensable, mais absolument primordial.

Historique

Le centre funéraire de Saint-Georges est construit de 1973 à 1976 à l'est du cimetière du même nom, après une longue phase de réflexion entamée dès les années 1950. Pour son crématorium, Henri Fortuna fait le choix d'agglomérer sept hexagones, un au centre, les autres distribués autour sur au moins deux niveaux chacun.

Grâce à cette formule, l'architecte peut attribuer une fonction bien définie à chaque élément hexagonal et selon les étages, tout en facilitant le passage entre les différentes zones. Ainsi, circulations et fonctions sont très habilement gérées, permettant de faire cohabiter la gestion technique des corps et la présence des proches endeuillés sans qu'ils ne se rencontrent. La répétition de ce motif géométrique n'est pas ennuyeuse, car Fortuna a pris le parti de travailler le langage des façades de l'édifice.

En effet, les deux hexagones comprenant les chapelles et les chambres funéraires sont marquées par des piles verticales sculpturales et un travail sur la texture du béton.

Les hexagones comprenant les services techniques sont placés à l'arrière du bâtiment ; si leur matérialité joue également avec le béton, leurs volumes sont moins hauts avec un toit végétalisé, ce qui permet de les fondre dans l'environnement verdoyant environnant.

Enfin, l'hexagone comprenant les bureaux administratifs se distingue très nettement par une façade-rideau rigoureusement lisse et dont les vitrages reflètent la nature et les façades des hexagones voisins.

A l'intérieur, l'architecte a accordé beaucoup de soin au choix des matériaux et couleurs. Pour les zones accueillant le public : de l'ardoise au sol, du crépi blanc, du liège et du bois sur les murs, des plafonds lambrissés ou ornés de caissons en bronze. L'ambiance se veut sobre et douce pour ne pas heurter les visiteurs endeuillés. Plusieurs œuvres d'art apportent ponctuellement une touche chaleureuse. Quant aux locaux techniques, une large palette de couleurs vives y est déployée, destinée à aider les employés qui côtoient la mort au quotidien.

Cet édifice ne ressemble à aucun autre crématorium construit en Suisse et possède des qualités architecturales et constructives indéniables. Il est parfaitement intégré au cimetière de Saint-Georges, remarquable par sa sculpturalité, avec ses piles verticales que l'on retrouvait également tout autour de la cheminée, traitée comme un objet d'art et non pas dissimulée comme dans la plupart des autres centres funéraires.

2.2.3 Programme

Le Centre funéraire de Saint-Georges, construit en 1973-74, est constitué de modules hexagonaux sur trois niveaux : (voir schémas explicatifs)

Etat existant :

Rez supérieur : 2 salles de cérémonie « Grande Chapelle et Petite Chapelle », pièces d'accueil pour les familles, vestiaires du personnel et administration, réfectoire du personnel.

Rez inférieur : Chambres funéraires, 1 petite salle de recueillement, chambres frigorifiques, local de préparation du défunt, local des fleurs, accès des corbillards.

Sous-sol : Unité de crémation (niv.-1 trois fours électriques, niv.-2 cendriers, niv.-3 filtration des fumées) ; chaufferie (remplacée en 2020 par une chaudière au gaz), citerne, local électrique, groupe secours électrogène, nourrices, ventilation, groupes froid, machinerie ascenseurs et locaux techniques.

Les installations techniques du crématoire de Saint-Georges tombent régulièrement en panne et nécessitent un remplacement. De plus, une remise aux normes des équipements est impérative du fait de nouvelles exigences environnementales et énergétiques. C'est particulièrement le cas pour le rejet des fumées des chaudières, pour les fluides frigorifères des équipements froids, ainsi que pour divers équipements tels que le récupérateur de chaleur sur l'air vicié constitué d'ailettes en amiante.

Une réfection complète des installations techniques et de l'enveloppe doit être menée selon les informations rapportées dans le concept énergétique établi par le bureau Energy Management SA pour répondre aux normes en vigueur, mais aussi pour démontrer une volonté politique claire en matière d'économie d'énergie.

Une récupération de l'énergie dégagée par le refroidissement de la fumée des fours est prévue sur le système de refroidissement des fumées.

Le crématoire est actuellement équipé de trois fours électriques à étages. L'option « Four à lit plat » fonctionnant au gaz a été privilégiée aujourd'hui en raison de la disparition progressive des fours électriques sur le marché et des avantages pour un contrôle plus fin de la combustion couplée avec les installations de filtrations des fumées plus performante et moins gourmande en frais de fonctionnement.

Chaque nouveau four dispose d'une installation de filtration performante aux normes en vigueur. La disposition dénommée « Four à lit plat » signifie que tout le processus se déroule au même niveau. Les anciens fours dits « à étages » étaient disposés sur 3 niveaux.

Une table d'introduction mobile des cercueils sur rails, sera installée devant les 3 nouveaux fours à gaz.

Les chambres funéraires sont actuellement intégralement refroidies. Lors de la rénovation, une chambre sur trois sera transformée afin d'offrir une niche pour chacune des deux chambres funéraires adjacentes. Ces niches auront les dimensions des catafalques dans lesquels les corps des défunts seront exposés. Ces derniers seront directement accessibles depuis la zone réservée au personnel du crématoire, sans devoir passer par les chambres funéraires elles-mêmes.

La complexité logistique des travaux dans un établissement de ce type nécessite un phasage très important des étapes de démolitions/reconstructions. Avant le début des travaux et afin de permettre au Crématoire son fonctionnement, la construction provisoire d'un centre funéraire, composé de containers, devra être mis en place, regroupant les principales activités du centre actuel (administration du centre, chambres mortuaires, espaces sanitaires, accueil du public, installation de chambres réfrigérée, vestiaires du personnel). Une toiture provisoire prendra place au-dessus du village de containers afin d'unifier l'ensemble et le protéger de la chaleur et des intempéries. L'activité liée aux fours de crémations sera maintenue IN SITU. Ce « village de containers » ne comprendra pas de salles de cérémonies.

La Direction du patrimoine bâti, avec l'appui de l'unité Conservation du patrimoine architectural (CPA) de la Ville de Genève, jugeant l'édifice d'un intérêt particulier, souhaite que la rénovation soit réalisée de manière respectueuse au regard de la cohérence globale de l'architecte du Centre funéraire. Ceci impliquera une reconstruction à l'identique des éléments devant être démontés lors des travaux techniques. Ceci s'applique principalement aux chapelles, aux espaces publics et au hall d'entrée du rez-de-chaussée supérieur. Il est néanmoins prévu d'améliorer l'acoustique de ces volumes tout en garantissant l'identité et le caractère architectural du lieu dessiné par l'architecte genevois Henri Fortuna.

Résumé du programme :

- Amélioration ponctuelle de l'enveloppe thermique du bâtiment en tenant compte des objectifs énergétiques qui devront être négociés avec l'OCEN en regard des contraintes patrimoniales.
- Rénovation et mise aux normes des installations techniques (une partie a déjà dû être traitée ou des solutions provisoires ont été adoptées).
- Remplacement des trois lignes de fours.
- Mise en place d'une récupération d'énergie sur les fumées des fours crématoires.
- Réaménagement des chambres funéraires.
- Réaménagement de la zone de travail non accessible au public.
- Création de sorties de secours complémentaires pour les chapelles (escaliers extérieurs).
- Création d'un accès direct depuis l'extérieur au salon familles (hexagone F).
- Aménagement d'un parking couvert à corbillards.
- Accessibilité universelle au rez inférieur et au rez supérieur.
- Création d'un desk d'accueil au rez inférieur.
- Pendant les travaux : Création d'un Centre funéraire provisoire (containers).

2.2.4 Situation foncière

Le bâtiment, propriété de la Ville de Genève, est situé sur la parcelle N° 3326, feuille N° 93, commune de Genève, section Plainpalais, et porte le numéro L5.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le coût total de l'opération, soit le montant des travaux, les honoraires des mandataires, les frais administratifs et financiers comprenant les prestations du personnel pour les investissements (5 %) et les intérêts intercalaires (1.75 %) est évalué à :
CHF 25'577'000.- TTC.

Le montant donnant droit aux honoraires de l'architecte, montant B, a été estimé provisoirement par le maître d'ouvrage pour les travaux de rénovation de l'enveloppe du bâtiment (façades et toitures), les travaux d'adaptations à l'intérieur liés aux remplacements des installations techniques, aux améliorations des conditions de travail et tous les travaux nécessaires à la mise aux normes AEAI.

L'architecte en tant que directeur des travaux (DT), fournira un travail assidu de coordination avec tous les bureaux d'ingénieurs sollicités.

Ainsi les montants donnant droit aux honoraires (B) ont été évalués ainsi :

Coût d'ouvrage en francs, montant B HT = CHF 17'250'000.-
(82% des prestations SIA)

2.2.6 Prestations du mandataire

Le mandat comprendra l'exécution de 82% des prestations d'architecte, telles que définies dans le règlement SIA 102, édition 2003, sur la base d'un projet élaboré par un autre architecte dont la mission a été interrompue lors de la phase du projet de l'ouvrage, soit :

4.32 Projet de l'ouvrage

Projet de l'ouvrage (prestations partielles)	4%	sur	13%
Etude de détail (prestations complètes)	4%	sur	4%
Devis (prestations complètes)	4%	sur	4%

Reprise du projet avec la nécessité de retravailler certaines zones ciblées, à savoir :

- Les escaliers d'accès vers l'extérieur, qui servent également de voies de fuites au public (hors PMR) depuis les deux chapelles, devront faire l'objet d'une réflexion particulière afin que ceux-ci soit intégrés au patrimoine existant ;
- Les accès PMR au rez supérieur et au rez inférieur ;
- Desk d'accueil au rez inférieur ;
- Les couverts pour parking à corbillards ;
- L'accès par le public au salon familles situé au rez inférieur (hexagone F) ;
- L'aménagement de l'hexagone G (entrée de service) au rez inférieur ;
- Réflexion globale sur la nécessité de rénover les façades, notamment les façades rideaux des bureaux.

Mise à jour des plans (plans de base PDF et DWG existants), et élaboration du descriptif et du devis général.

Une collaboration avec l'artiste Nathalie Wetzel sera à prévoir dans le cadre d'un projet artistique soutenu par le Fond Municipal d'Art Contemporain (FMAC) en collaboration étroite avec le Service des pompes funèbres. Il s'agira pour l'architecte d'un travail de conseil, notamment au regard de la faisabilité technique et financière, lors de la mise en place d'un projet artistique intérieur des lieux (traitement des surfaces et jeux de lumières). Ce projet artistique ne devrait en principe pas occasionner des coûts complémentaires, mais diriger certains travaux selon un concept fédérateur, par exemple à travers l'utilisation de la couleur.

En collaboration avec les services de la Ville : la rédaction des documents nécessaires à la demande de crédit de réalisation et les documents de présentation du projet auprès du Conseil Municipal, respectivement de la Commission des travaux et des constructions.

4.33 Procédure de demande d'autorisation

Prestations complètes (2.5% sur 2.5%)

4.41 Appel d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication

Prestations complètes (18% sur 18%)

4.51 Projet d'exécution

Prestations complètes (16% sur 16%)

4.52 Exécution de l'ouvrage

Prestations complètes (29% sur 29%)

4.53 Mise en service, achèvement

Prestations complètes (4.5% sur 4.5%)

▪ **Etablissement de l'offre**

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever, qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissment**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

- Reprise du projet	printemps 2021
- Devis général	novembre 2021
- Dépôt de la demande d'autorisation de construire	novembre 2021
- Dépôt de la demande du crédit de réalisation au Conseil municipal	décembre 2021
- Appels d'offres gros œuvre et second œuvre	janvier 2022
- Vote du crédit de réalisation par le Conseil municipal (estimé)	septembre 2022
- Début des travaux	novembre 2022
- Remise du bâtiment au service bénéficiaire	octobre 2024

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **19 mai 2021 à 11 h 00**

auprès de

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité

Unité soumissions

4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)

Case postale 3983

1211 Genève 3

Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Si le rendu est sous forme de planche, une réduction A3 devra être fournie.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES « M 264 TI »

**Crématoire de Saint-Georges
Rénovation des installations techniques et de l'enveloppe du bâtiment
13, chemin de la Bâtie - Genève**

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux *est admise*.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **20 avril 2021 à 16h00**
auprès de

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité

Direction du patrimoine bâti - DPBA

Rue du Stand 25, 5^{ème} étage - 1204 Genève

tél : +41 (0)22 418 21 50

e-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

Les parties publiques du bâtiment sont accessibles en tout temps selon les horaires mentionnés ci-dessous :

De 8h30 à 18h00 du lundi au vendredi.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception (2 pers.) qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. Références du candidat	40 %
2. Qualité économique globale de l'offre <ul style="list-style-type: none">• prix• crédibilité du prix (heures, tarifs..)	30 %
3. Compréhension de la problématique	20 %
4. Organisation du candidat	10 %
TOTAL	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**

Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P_{\text{offert}} - P_{\text{min.}}) / (P_{\text{moyen}} - P_{\text{min.}})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / Fonction / profession	Suppléant
M. Meylan Philippe	Ville de Genève / directeur DPBA / architecte	M. Leroy Thierry / adjoint technique SPF
M. Pesch Christian	Ville de Genève / adjoint de direction DPBA / architecte	
M. Salvador André	Ville de Genève / chef de projet DPBA / architecte	
Mme Humbert Droz Anne	Ville de Genève / cheffe de service SPF / administratrice	
Mme Nicoucar Yasmin	Experte / arch. indépendante / personne externe à la Ville de Genève	

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 102 (édition 2003) est applicable.